



mentionne aussi d'autres idées de politique pour l'Asie-Pacifique telles le développement durable, les droits de la personne, les peuples autochtones ainsi que la liberté de presse et d'expression et recommande ceci :

- plus grand engagement de la part des peuples autochtones dans les affaires touchant à l'Asie-Pacifique (prenant le Conseil de l'Arctique comme modèle) ;
- leadership canadien dans la création de réseaux de contacts et associations informelles afin de promouvoir un environnement plus sain, des droits de la personne, le contrôle des armes et la liberté de presse et d'expression ;
- meilleurs rapports entre la société civile canadienne (professionnels, jeunes, peuples autochtones, ONG, universitaires) et leurs compatriotes asiatiques ;
- mentions honorifiques aux exporteurs de techniques industrielles propres en Asie ;
- aide aux journalistes locaux et médias communautaires en plus de promouvoir la diffusion de RCI en Asie ;
- plus grand rôle pour la marine, la garde côtière et les services d'urgence canadiens en Asie-Pacifique afin de promouvoir la coopération régionale et la confiance ;

Le rapport reflète une série de valeurs pan-canadiennes fortes et puissantes. Au moment où certains prétendent que «le Canada n'est pas un pays», qu'il est divisé par de nombreuses fractures, le rapport démontre des visions canadiennes communes du monde basées sur la tolérance, la sensibilité culturelle, l'appui aux pratiques commerciales qui respectent les différences culturelles, l'engagement du respect des droits de la personne et de la protection de l'environnement et un grand intérêt envers la participation du public à l'élaboration de la politique étrangère. Le rapport de Québec a réitéré les recommandations du Forum de Victoria en matière de droits de la personne et des médias.

Le Forum national représente une nouvelle sorte de dialogue entre membres du gouvernement et la population civile. Commandité et organisé par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPÉ) ainsi que reçu par des hôtes locaux, le Forum est un type de discussion sur le développement de la politique qui peut servir autant aux décideurs gouvernementaux qu'aux citoyens concernés par le sujet. Pour les officiels du gouvernement, ces discussions encouragent et génèrent d'autres idées et recommandations provenant de la société civile. Pour le public, ces discussions encouragent des courants de pensée en matière de questions politiques et des dilemmes, ainsi que poussent la population à penser avec, plutôt qu'à part du gouvernement. Le but est justement de pouvoir surmonter les frustrations occasionnées par les «consultations» traditionnelles du gouvernement et donner un rôle significatif aux citoyens en leur allouant la possibilité de participer au processus de développement des idées et options politiques du gouvernement canadien.

Le rapport du Forum national adhère à cette nouvelle approche en remarquant que «le Forum n'est pas un événement banal, mais plutôt une partie importante du processus de la politique étrangère canadienne qui promouvoit les idées, suggestions et recommandations de la population canadienne pour développer un réseau de politique étrangère multi-sectoriel au Canada».

Le 6 novembre 1997, le rapport a été déposé à la Chambre des communes et au Sénat d'où le Ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a confirmé son engagement envers la population civile afin qu'elle lui donne ses suggestions sur le développement de la politique étrangère canadienne. Le rapport, de même que les tables-rondes préparatoires, sont disponibles sur le site Internet du CCDPÉ ainsi que pour quiconque intéressé à des sujets tels les relations Asie-Pacifique, l'APEC, le sommet populaire de l'APEC et le rôle évoluant des Canadiens dans le développement de la politique étrangère. Les rapports des ateliers qui se sont tenus à Victoria, Waterloo, Québec et Halifax sont aussi disponibles.

Steve Lee
Directeur National